

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : Vendredi 2 Octobre 2020

Date d'affichage : Vendredi 2 Octobre 2020

<b>OBJET :</b>	<b>Subventions aux associations</b>
----------------	-------------------------------------

L'an deux mille vingt, le huit octobre 2020, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

**Présents :** Michel VENIAT, Alexandra PULLIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAQUET, Dominique JOHN, Brigitte DUBOIS, Jean- Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI, Florence CARBOULET, Béatrice BOUDRY, Régis FASSART, Laurence SALVA, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle EGELE, Mathilde LARGILLET, Coraline KULCZYCKI, Sami JOURNET, Michelle BLEUSE, Thomas OMIETANSKI, Julien FRANQUET, Cédric NOULIN, Virginie CARLIER

**Absents ayant donné pouvoir :** Mr SOUMARE a donné procuration à Mme CARLIER R.  
Mr BRAHMA a donné procuration à Mr MERVILLE

**Absents :** Mme VARLET

**Secrétaire de séance :** Mme CARBOULET

<b>Nombre de</b>	<b>En exercice :</b>	<b>33</b>	<b>Vote :</b>	<b>Pour :</b>	<b>32 / 32</b>
<b>Conseillers</b>	<b>Présents :</b>	<b>30</b>		<b>Contre :</b>	<b>0 / 32</b>
<b>Municipaux :</b>	<b>Votants :</b>	<b>30 + 2 procurations</b>		<b>Abstentions :</b>	<b>0 / 32</b>

### Présentation :

Concernant le régime juridique des actes pris par les autorités communales, l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du Conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires.

Aussi, dans un souci de transparence et d'égalité de traitement, les élus qui ont un intérêt dans l'un ou l'autre des projets ou des associations demandeuses sont invités à ne pas participer aux votes les concernant.

### Délibération :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et particulièrement les articles L. 2131-11 L.2311- 7 ;

Considérant que les crédits prévus au Budget Primitif de la commune au titre de l'année 2020,

Considérant les demandes de subvention des associations ci-dessous :

	Montant subvention	Imputation	Nombre de votants
CGT Communaux	350,00 €	6574-025	32 / 32
G-CAD	290,00 €	6574-025	32 / 32
PRESERV TA VIE	4 500,00 €	6574-512	31 / 31

et que celles-ci ont fourni toutes les pièces nécessaires pour se voir attribuer une subvention,

**Le Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- DIT** que ne prendront pas part aux votes des associations dont ils sont membres de l'organe de direction, membres dirigeants ou membres du bureau.
- ATTRIBUE** les subventions aux associations énoncées ci-dessus au titre de l'année 2020
- RAPPELLE** que le budget 2020 prévoit des crédits budgétaires suffisants à l'article 6574 et ce pour chaque sous-fonction.
- RAPPELLE** que les associations qui se voient attribuer une subvention par la Commune doivent produire les pièces administratives, statutaires et financières qui permettront de justifier de l'existence de leur activité ainsi qu'au respect de la réglementation de leurs propres statuts (statuts, récépissé de déclaration, procès-verbal d'assemblée générale, rapport moral et d'activité, rapport financier, compte de résultat de l'année N-1, budget prévisionnel de l'année N, liste des membres du bureau...). A défaut, le versement de la subvention sera susceptible d'être suspendu.

Les Conseillers Municipaux suivants n'ont pas participé aux votes :

- **PRESERV TA VIE** : Virginie CARLIER

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



**Michel VENIAT**

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du .....

par sa publication en date du .....

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.*